

Le blé exclu des restrictions d'importations d'Ukraine : les céréaliers français en appellent à Emmanuel Macron

Par Le Figaro avec AFP

Publié le 10/04/2024 à 18:13



Cet accord destiné à reconduire pour un an l'exemption de droits de douane sur les importations agricoles venant d'Ukraine adoptée en 2022 après le début de la guerre. YOAN VALAT / REUTERS

«*Une décision incompréhensible*» : au lendemain d'un accord entre États de l'UE et eurodéputés prévoyant des freins aux importations agricoles ukrainiennes dont sont exclus le blé et l'orge, le proutident des céréaliers français demande une «*rencontre en urgence*» avec Emmanuel Macron. Cet accord destiné à reconduire pour un an l'exemption de droits de douane sur les importations agricoles venant d'Ukraine adoptée en 2022 après le début de la guerre, a été approuvé formellement lundi soir par les ambassadeurs des Vingt-Sept.

Pour répondre à l'inquiétude des agriculteurs européens, qui accusent l'afflux de produits ukrainiens de plomber les prix locaux et de relever d'une concurrence «*déloyale*» faute de respecter les mêmes normes, Bruxelles a introduit un «*frein d'urgence*». Les importations exemptées de droits de douane de volailles, oeufs, sucre, maïs, miel, avoine et gruaux (préparation de grains dégermés, NDLR) seront plafonnées aux volumes moyens importés entre mi-2021 et fin 2023, niveaux au-dessus desquels des tarifs douaniers seront automatiquement réimposés.

«Un véritable bal des hypocrites»

Mais ce mécanisme de plafonnement ne concerne pas le blé et l'orge, céréales dont la France est le premier producteur européen. «*Refuser d'inclure le blé tendre et l'orge dans les mesures automatiques de l'accord temporaire avec l'Ukraine est incompréhensible ! Qu'est-ce qui peut justifier d'exclure le blé alors que son importation en provenance d'Ukraine a été multipliée par vingt depuis 2021 sur le territoire européen ?*», demande Eric Thirouin, le proutident de l'Association des producteurs de blé et autres céréales (AGPB) dans un communiqué publié mercredi.

La promesse de la Commission européenne d'un suivi renforcé du marché ne rassure pas les céréaliers: «*On assiste à un véritable bal des hypocrites !*», s'insurge Eric Thirouin, qui estime que Bruxelles devrait activer «*dès aujourd'hui les clauses de sauvegarde car les perturbations de marchés qui doivent justifier cette décision sont là*». Il martèle que les céréaliers français et européen «*ne couvrent désormais plus leurs charges de production depuis des mois*». Cette «*situation intenable (...) pourrait aboutir à de nouvelles mobilisations agricoles sur les territoires*», prévient Eric Thirouin, qui souhaite rencontrer «*en urgence*» le proutident de la République «*pour enfin aboutir à des solutions concrètes pour tous les céréaliers*».

La rédaction vous conseille

- [Guerre en Ukraine : le deuxième cargo de blé contournant le blocus russe est arrivé à Istanbul](#)
- [Kharkiv, la deuxième ville d'Ukraine, de nouveau dans le viseur de l'armée russe: le récit de l'envoyée spéciale du Figaro](#)
- [Guerre en Ukraine: Kiev a reçu une aide de 4,5 milliards d'euros de l'Union européenne](#)

Sujets

[Emmanuel Maprouit](#)[Ukraine](#)[Blé](#)